



Gouvernement économique européen : la question n'est plus quand mais comment



Auteur : Jean-François
Jamet

Tandis que l'économie européenne danse au bord du précipice, la crise conduit à une fédéralisation croissante de la politique économique. Ce processus pose néanmoins problème dans la mesure où il se fait sans dessein préalable et sans légitimation politique suffisante. Si l'on veut redonner du sens à la politique européenne, il faudra remédier sans tarder à cette absence de colonne vertébrale et oser débattre publiquement du contenu à donner à un véritable gouvernement économique européen.

[Lire la suite](#)

Sommaire

A la une ! : Pour un nouveau traité - Partis européens - Initiative citoyenne
Elections : Pologne **Nos publications :** France/OTAN/UE **Crise financière :** BCE - Eurogroupe - Conseil - France - Irlande - Pays-Bas - Slovaquie - FMI - Royaume-Uni - Grèce - France/Allemagne - G20 **Commission :** Fonds/cohésion
Parlement : Budget 2012 **Conseil :** Emploi - Transports - UE/Brésil - UE-Chili - Compétitivité - Frontex - Energie - Biélorussie **BCE :** Crédit bancaire
Allemagne : Banques - Grèce **Belgique :** Dexia **Danemark :** Frontières
Espagne : Chômage **France :** Caucase/Sud **OTAN :** Espagne - Libye **Conseil de l'Europe :** Palestine - Données personnelles **OCDE :** Agriculture
Eurobaromètre : Changement climatique **Eurostat :** Industrie
Etudes/Rapports : Politique spatiale - Printemps arabe - Environnement
Publications : Gouvernance économique - France/Europe **Culture :** Expo/Paris - Expo/Londres - Nobel/littérature - Francfort /foire du livre

[Agenda](#) | [Autres versions](#) | [Contact](#)

A la une ! :

Comment sauver l'euro?



Le président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani a publié un article dans Le Figaro du 8 octobre; il explique comment on peut sauver l'euro. Il plaide pour un renforcement des objectifs budgétaires et fiscaux entre la France et l'Allemagne et même pour un nouveau traité entre nos deux pays... [Lire la suite](#)

Le "service minimum" des partis européens

Le Président de la Fondation Robert Schuman Jean-Dominique Giuliani a publié un article dans lequel il analyse les propositions des partis



politiques européens et français face à la crise économique et financière. Il regrette à cet égard un "service minimum" et appelle à des propositions plus concrètes... [Lire la suite](#)

Participez au débat sur l'initiative citoyenne



La conférence "Femmes d'Europe&Initiative citoyenne" le 21 septembre au Parlement européen, a rassemblé un grand nombre de femmes soucieuses d'avancer vers davantage d'égalité et de parité. Ces femmes se sont montrées extrêmement motivées pour lancer une initiative citoyenne. C'est pourquoi la Fondation Robert Schuman leur propose un espace dans lequel elles peuvent participer, échanger et débattre. Voulez-vous être l'une des citoyennes portant le projet ? Seriez-vous prête à signer une initiative citoyenne sur l'égalité ? A vos idées!.. [Lire la suite](#)

Elections :

Pologne



La Plateforme civique (PO) du Premier ministre sortant Donald Tusk est arrivée en tête des élections parlementaires le 9 octobre avec 38,96% des suffrages et 206 sièges (- 3 par rapport au précédent scrutin du 21 octobre 2007), devançant Droit et justice (PiS) de Jaroslaw Kaczynski, 30,03% et 157 sièges (- 9). Le Mouvement Palikot (RPP) de Janusz Palikot arrive en 3e position avec 9,94% et 40 sièges. Le Parti populaire (PSL) de Waldemar Pawlak, membre de la coalition gouvernementale sortante, a recueilli 8,55% et 30 sièges (- 1) et l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) 8,19% et 26 sièges (- 27). La PO a remporté 62 sièges au Sénat, le PiS 31 et le PSL 2. Moins de la moitié des Polonais (48,63%) se sont rendus aux urnes, une participation en baisse de 5,25 points par rapport aux dernières élections parlementaires du 21 octobre 2007... [Lire la suite](#)

Nos publications :

La France, l'OTAN et l'Union européenne



La Fondation Robert Schuman publie dans sa collection de Notes une étude de Pascale Andréani sur "La France, l'OTAN et l'Union européenne" dans laquelle l'auteur explique les raisons et les résultats du retour de la France dans l'organisation militaire intégrée de l'OTAN. La note peut être commandée en ligne... [Lire la suite](#)

Crise financière :

BCE



Lors d'une conférence de presse à Berlin le 6 octobre, le Président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, a annoncé une série de mesures destinées à assurer les réserves en liquidités du système bancaire européen. La Banque centrale européenne va notamment mener, en octobre et décembre, deux opérations de refinancement des banques, un mécanisme qui n'avait pas été utilisé depuis 2009. Par ailleurs, 40 milliards d'euros vont servir à racheter des actifs, notamment immobiliers, aux banques européennes. L'institution financière a également annoncé maintenir son principal taux à 1,50%... [Lire la suite](#)

Eurogroupe



Le 3 octobre, les 17 ministres des Finances des pays membres de la zone euro ont fait le point sur la mise en œuvre du programme d'ajustement grec. Ils ont demandé à la Grèce d'adopter rapidement son projet de budget 2012 afin d'atteindre les objectifs budgétaires de 2011 et 2012. Ils ont également appelé le gouvernement grec à accélérer les projets de privatisation dans divers domaines. Enfin, le président de l'Eurogroupe Jean-Claude Juncker a félicité les différents pays pour leur ratification

rapide du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Le processus de ratification devrait être finalisé avant mi-octobre, permettant ainsi l'entrée en vigueur du nouveau Fonds européen de stabilité financière (FESF) avant le prochain Conseil européen des 17 et 18 octobre... [Lire la suite](#)

Conseil Economie/Finances



[Lire la suite](#)

Le 4 octobre, les 27 ministres de l'économie et des finances ont adopté les régulations sur la gouvernance économique (six-pack) qui avaient été votées par les députés européens, lors de la plénière à Strasbourg fin septembre. Les ministres se sont également mis d'accord sur la position de l'Union lors du G20 et sur le cadre d'une régulation des produits dérivés afin de réduire les risques pour le marché financier...

France: "La reprise se grippe"



"La reprise se grippe", c'est la formule employée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) pour ses prévisions de croissance pour 2011 publiées le 6 octobre. En effet, l'INSEE a revu en nette baisse à 1,7% contre 2,1% sa prévision de croissance en 2011 en France. Elle prévoit également une croissance de 0,3% au 3ème trimestre et nulle au 4ème trimestre. Le taux de chômage en France métropolitaine pourrait remonter à 9,2% au 4e trimestre, contre 9,1% au 2e... [Lire la suite](#)

Irlande



Les recettes de l'Irlande ont augmenté de 8,7% en 2011, comparées à celles de l'année précédente, ont déclaré le ministre des finances et le ministre en charge des dépenses publiques et de la réforme dans un communiqué de presse, publié le 4 octobre. Selon les ministres, l'Irlande tient ses engagements de réduction du déficit, pris dans le cadre du plan de renflouement. Ce dernier est financé à hauteur de 85 milliards d'euros par le fonds européen de stabilité financière (FESF), le mécanisme européen de stabilisation financière et des prêts bilatéraux... [Lire la suite](#)

Pays-Bas



Les députés néerlandais ont approuvé le renforcement des pouvoirs du Fonds européen de stabilité financière (FESF). 96 des 150 députés ont voté en faveur de cette mesure. Les Pays-Bas sont le 15ème pays de la zone euro à avoir ratifié le renforcement du FESF. Malte et la Slovaquie doivent encore ratifier le renforcement du FESF pour qu'il entre définitivement en vigueur... [Lire la suite](#)

Slovaquie



Le 4 octobre, le gouvernement slovaque a fixé au 11 octobre le vote du parlement sur le Fonds européen de stabilité financière (FESF) qui doit être ratifié par tous les 17 pays membres de la zone euro. Ce vote est attendu avec une certaine inquiétude. Cet été, les Slovaques étaient les seuls en zone euro à ne pas participer au paquet de sauvetage pour la Grèce. En ce moment, un parti minoritaire de la coalition au pouvoir s'oppose toujours à l'idée d'un Fonds européen de stabilité financière... [Lire la suite](#)

FMI/Perspectives économiques



Le 5 octobre, le Fonds monétaire international (FMI) a demandé une mise en œuvre rapide des réformes de la gouvernance économique et financière en Europe, tout en permettant une politique de croissance. Lors de la présentation du rapport sur les "Perspectives économiques régionales de l'Europe", le directeur pour l'Europe du FMI, Antonio Borges, a annoncé une baisse des taux de croissance en Europe de 2,3% en 2011 à 1,8% en 2012. Dès lors, une réaction rapide de tous les acteurs, des taux d'intérêts bas et de la

persévérance dans le rééquilibrage des finances publiques sont indispensables, a estimé le directeur. Pour autant, le risque d'une rigueur excessive, qui nuirait à la croissance, doit être évité. Le FMI en appelle aux créanciers pour que la dette des pays surendettés demeure soutenable, afin de leur permettre de développer des activités économiques saines... [Lire la suite](#)

Royaume-Uni



La Banque d'Angleterre a décidé, le 7 octobre, de maintenir ses taux directeurs au niveau de 0,5%. Le comité de politique monétaire a également décidé d'injecter davantage de liquidités dans l'économie britannique afin de stimuler l'activité économique. Le programme d'achat d'actifs de la banque centrale a ainsi été étendu de 75 milliards £ à un total de 275 milliards. La banque centrale craint que la crise sur le continent européen ait un effet négatif sur la reprise de l'économie anglaise. Le programme d'assouplissement quantitatif vise à contrebalancer celui-ci... [Lire la suite](#)

Grèce



Le 10 octobre, le ministère des finances grec a décidé de sauver la banque "Proton" en utilisant des fonds du fonds de stabilité financière (FSF). Ce fonds a été créé par la Grèce et ses bailleurs de fonds internationaux. Il sert à recapitaliser des banques incapables de se financer sur les marchés. Proton, composée d'un réseau de 36 filiales et ayant une valeur de marché de 11 millions d'euros, est la première banque du pays à bénéficier du fonds. Le plan de sauvetage prévoit le démantèlement de la banque et la création d'une "good bank", sécurisant ainsi les dépôts du secteur privé, des autres banques et du gouvernement. Le fonds de stabilité financière grecque est désormais le principal actionnaire de Proton... [Lire la suite](#)

Réunion franco-allemande : des réponses "durables" à la crise



Le 9 octobre, la chancelière allemande Angela Merkel a reçu le président français Nicolas Sarkozy pour tenter d'accélérer le plan de secours de la monnaie unique. Les deux dirigeants se sont prononcés en faveur d'une recapitalisation des banques européennes. Ils promettent "des réponses durables, globales et rapides avant la fin du mois" pour que "l'Europe arrive au G20 unie et avec les problèmes résolus". Les deux dirigeants ont également annoncé que des "modifications importantes" aux traités européens allant dans le sens d'une plus grande "intégration de la zone euro" seraient envisagées... [Lire la suite](#)

G20



Le 7 octobre, les présidents du Conseil européen Herman Van Rompuy et de la Commission européenne, José Manuel Barroso, ont adressé une lettre conjointe aux dirigeants européens sur le sommet du G20 à Cannes les 3 et 4 novembre prochains. Ils souhaitent partager leurs vues sur les principales questions à l'ordre du jour et espèrent que ces orientations constitueront une base constructive pour la réunion du prochain Conseil européen les 17 et 18 octobre... [Lire la suite](#)

Commission :

Réforme des fonds de cohésion



Le 5 octobre, la Commission européenne a adopté des propositions législatives concernant le futur de la politique de cohésion pour la période 2014-2020. L'une des mesures les plus controversées est la possibilité de suspendre les aides aux régions des pays ayant une politique budgétaire trop laxiste ou ne respectant pas le Pacte de stabilité et de croissance. Cette option, qui ne serait mise en oeuvre qu'en dernier recours selon le Commissaire en charge de la politique régionale, Johannes Hahn, est considérée par beaucoup d'autres comme une double peine, qui aggravera davantage encore la situation des régions les plus en difficulté. Le Comité des

régions, mais également de nombreux membres du Parlement européen et les représentants des pouvoirs locaux, entre autres, ont annoncé leur ferme opposition à ce projet, initié par une proposition du Président français et de la Chancelière allemande. Le Conseil et le Parlement ont jusqu'en 2013 pour débattre et amender ce texte... [Lire la suite](#)

Parlement :

Budget 2012



Le 5 octobre, les membres de la Commission du budget du Parlement européen ont défini leur position sur le budget 2012 de l'Union européenne. Ils ont sensiblement augmenté un certain nombre de postes budgétaires, notamment dans le domaine de l'agriculture, et se sont fermement opposés à toute diminution des ambitions de la Stratégie 2020, la crise actuelle ne devant pas réduire les efforts en matière de croissance durable. Le texte adopté est beaucoup plus proche des propositions de la Commission que ne l'était celui du Conseil. Les représentants de l'Allemagne, de la France et du Royaume-Uni notamment, avaient marqué leur volonté de limiter le budget européen, au même titre que le sont les budgets nationaux. Le Parlement européen doit se prononcer sur ce texte en séance plénière le 26 octobre, et une commission de conciliation entre le Conseil et le Parlement devrait trouver un accord de compromis d'ici la fin du mois de novembre... [Lire la suite](#)

Conseil :

Emploi et affaires sociales



Le 3 octobre, les 27 ministres de l'emploi ont notamment débattu des perspectives futures du Fonds social européen et du rôle à lui accorder en vue de la réalisation des objectifs de la Stratégie 2020. Ils ont également préparé le sommet social tripartite qui devrait se tenir le 17 octobre, et adopté des mesures relatives à l'emploi concernant le volontariat et la conciliation entre vies professionnelle et familiale. Enfin, les ministres ont commenté la note franco-slovène relative à l'aide aux plus démunis dans l'Union européenne, et qui appelle les ministres à trouver rapidement une solution... [Lire la suite](#)

Transports



Le 6 octobre, les 27 ministres des transports ont adopté deux conclusions qui soutiennent la coopération transfrontalière dans le domaine du transport, notamment à travers le développement des infrastructures et de l'intégration des marchés des transports. Les ministres ont également discuté une révision de la régulation du chronotachygraphe, appareil utilisé dans les camions pour mesurer toute une série de paramètres afin de garantir une sécurité accrue. Enfin, les ministres ont mandaté la Commission pour négocier avec l'Azerbaïdjan un accord global de coopération en matière aérienne, concernant aussi bien l'harmonisation que l'ouverture du marché... [Lire la suite](#)

UE/Brésil



Le 4 octobre, le cinquième sommet Union européenne-Brésil a souligné l'importance du Partenariat stratégique et la nécessité d'approfondir le dialogue politique en vue des défis mondiaux actuels, comme le changement climatique et le Printemps arabe. Il a insisté sur le besoin de multilatéralisme dans le monde, ainsi que sur la dimension sociale de la crise économique et financière actuelle. Enfin, d'importants progrès ont été accomplis à propos de l'Organisation mondiale du commerce et des relations entre l'Union européenne et le Mercosur... [Lire la suite](#)

UE-Chili

Le 7 octobre, les délégations européenne et chilienne ont salué les avancées de leur coopération, et notamment la signature de l'accord-cadre avec la Banque européenne d'investissement. Ils ont également souligné les progrès réalisés en termes de participation de la société



civile et de protection des Droits de l'Homme, bien que le Chili soit actuellement confronté à une crise sociale majeure. Les ministres se sont déclarés très satisfaits des relations bilatérales et entendent les approfondir, par exemple dans le domaine de la gestion de crise, et veulent développer leur coopération en matière de commerce international et de gestion des réserves halieutiques... [Lire la suite](#)

Achats à distance



Suite à un accord avec le Parlement européen en première lecture, les ministres réunis au sein du Conseil Compétitivité ont adopté le 10 octobre une directive qui vise à renforcer les droits des consommateurs lorsqu'ils effectuent des achats à distance. Elle aura pour conséquence une harmonisation des informations à fournir, la possibilité de se rétracter dans un délai de deux semaines, et elle interdira également des frais excessifs pour les communications téléphoniques ainsi que pour effectuer les paiements en ligne... [Lire la suite](#)

Nouvelles règles pour FRONTEX



Le 10 octobre, les 27 ministres européens ont décidé de renforcer l'Agence européenne pour les frontières extérieures, FRONTEX. Le Parlement avait approuvé en septembre le compromis ; les deux institutions n'ont plus qu'à signer le document, qui devrait entrer en vigueur avant la fin de l'année. Ce texte prévoit un renforcement des moyens de FRONTEX en ayant davantage d'autonomie dans leur acquisition et en facilitant la coordination avec les Etats membres et les Etats tiers. Ce texte prévoit également un renforcement de la prévention, par une analyse plus poussée des risques structurels et conjoncturels, ainsi que des capacités des Etats membres à y faire face. Enfin, le respect des droits fondamentaux, et notamment dans le cadre du traitement automatique de données, a été réaffirmé... [Lire la suite](#)

Surveillance des marchés de l'énergie



Les ministres européens ont adopté le 10 octobre un règlement qui vise à renforcer la surveillance des marchés de l'énergie. L'Agence de coopération des régulateurs de l'énergie (ACER) élaborera un registre européen avec les données nécessaires pour surveiller le marché énergétique, augmenter sa transparence et ainsi prévenir les abus, alors que les marchés du gaz et de l'électricité sont en cours de libéralisation et que certains craignent que cela se fasse au détriment des consommateurs... [Lire la suite](#)

Renforcement des sanctions contre la Biélorussie



Le 10 octobre, les 27 ministres des Affaires étrangères ont renforcé les sanctions à l'égard de la Biélorussie en raison des atteintes répétées aux Droits de l'Homme qui y sont commises. Les listes de personnes visées par un gel de leurs avoirs et des restrictions de visas ont été augmentées de plusieurs personnes. L'Union européenne entend notamment dénoncer les pratiques du gouvernement biélorusse, qui muselle la société civile en général et l'opposition en particulier... [Lire la suite](#)

BCE :

Durcissement des critères de crédit



Le 6 octobre, la Banque Centrale Européenne a publié son enquête trimestrielle sur la distribution du crédit bancaire dans la zone euro. L'enquête montre un durcissement considérable des critères de crédits lors du troisième trimestre 2011. 16% des banques durcissent leurs critères, comparé à 2% lors du trimestre précédent pour les sociétés non-financières. En ce qui concerne les prêts aux ménages pour des achats immobiliers, le chiffre monte de 9 à 18%. Ce ralentissement dans l'octroi des

crédits s'explique par l'aggravation de crise de la dette souveraine, qui a comme conséquence un manque de liquidité des banques. En même temps, la demande de crédits est en baisse pour la première fois depuis un an, dû au manque de confiance des consommateurs... [Lire la suite](#)

Allemagne :

Banques



Le 6 octobre, la chancelière allemande Angela Merkel a reçu la présidente du FMI, Christine Lagarde, le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, le président de la BCE, Jean-Claude Trichet, et le président de la Banque mondiale, Robert B. Zoellick, à Berlin pour discuter des mesures nécessaires concernant l'amélioration du système monétaire international. Ils ont préparé le prochain sommet du G20 qui aura lieu les 3 et 4 novembre à Cannes. A l'issue d'une conférence de presse commune, la chancelière a souligné que les établissements bancaires dans le besoin pourraient "à l'avenir" se tourner vers le fonds de secours européen, et qu'il ne fallait pas hésiter à recapitaliser les banques qui en ont besoin... [Lire la suite](#)

Grèce



L'Allemagne et la Grèce ont signé le 7 octobre à Athènes une déclaration commune dans l'objectif de développer les investissements allemands en Grèce et permettre la relance de l'économie grecque, plombée par une récession pour la troisième année consécutive. Ce texte de cinq pages a été signé à l'issue d'une visite de deux jours du vice-chancelier, ministre allemand de l'économie Philipp Rösler, accompagné d'une délégation d'une cinquantaine hommes d'affaires allemands en Grèce... [Lire la suite](#)

Belgique :

Démantèlement de Dexia



Les gouvernements français, belge et luxembourgeois ont annoncé le 9 octobre qu'ils avaient trouvé une solution concernant la banque Dexia, en passe d'être démantelée. Le Conseil d'administration a décidé le 10 octobre de scinder le groupe. La banque de détail belge va être nationalisée pour un coût de 4 milliards d'euros à la charge de l'Etat belge. Les gouvernements belge, français et luxembourgeois ont décidé de couvrir à hauteur de 90 milliards d'euros le groupe afin de faciliter son financement. Dans le même temps, l'agence de notation financière Moody's a placé la note de la Belgique sous surveillance négative... [Lire la suite](#)

Danemark :

Frontières



Le nouveau gouvernement danois renonce aux contrôles douaniers permanents aux frontières du pays réinstaurées en mai 2010 par l'ancien gouvernement. La décision a été annoncée par la nouvelle Première ministre, Helle Thorning-Schmidt, dans un discours devant le parlement danois le 4 octobre. L'instauration des contrôles avait engendré un vif débat au niveau européen sur la compatibilité de ce type de mesures avec l'accord de Schengen... [Lire la suite](#)

Espagne :

Chômage



Le ministère du Travail espagnol a annoncé le 4 octobre que le nombre de chômeurs avait augmenté en septembre à 4,226 millions, soit une hausse mensuelle de 2,32%. Sur un an, le nombre de chômeurs a augmenté de 5,2%, soit 208 981 chômeurs de plus qu'à la fin septembre 2010... [Lire la suite](#)

France :

Voyage du président français dans le Caucase Sud



Les 6 et 7 octobre, le président français Nicolas Sarkozy s'est déplacé dans le Caucase du Sud. Il s'est rendu en Arménie, puis en Azerbaïdjan et en Géorgie. Lors de sa visite en Arménie, le président français a rendu un hommage aux victimes du génocide au Mémorial de Tsitsernakaberd. Il a invité le gouvernement turc à reconnaître officiellement le génocide arménien le plus rapidement possible. Le 7 octobre, le Président français a rencontré son homologue azerbaïdjanais Ilham Aliev pour un déjeuner. A Tbilissi, Nicolas Sarkozy a indiqué que la Géorgie devait être "libre" d'aspirer à intégrer l'Union européenne et à terme de la rejoindre, à la condition d'approfondir ses réformes démocratiques... [Lire la suite](#)

OTAN :

Espagne



Le Premier ministre espagnol, José Luis Zapatero, a annoncé le 5 octobre que l'Espagne allait participer au bouclier antimissile de l'OTAN en accueillant des navires militaires américains équipés d'intercepteurs. Cette déclaration fait suite à celles de la Turquie, la Pologne et la Roumanie qui ont officialisé leur participation au bouclier ces derniers mois. Les dirigeants des 28 pays membres de l'OTAN avaient donné leur feu vert en 2010 à ce bouclier, dont des responsables américains ont indiqué qu'il visait principalement à prévenir la menace balistique venant d'Iran... [Lire la suite](#)

Libye



Le 6 octobre, les ministres de la défense des pays membre de l'OTAN se sont réunis à Bruxelles pour décider de la suite des opérations militaires en Libye. Les ministres s'accordent pour dire que la mission arrivera bientôt à sa fin, mais que les forces de l'OTAN doivent continuer à intervenir, à une échelle réduite, tant que des risques pour la population civile persistent. Le secrétaire à la défense américain, Leon Panetta, a, lors d'un discours prononcé à Bruxelles dans le cadre de son déplacement, insisté sur les réussites de l'alliance atlantique et sur son haut degré d'efficacité, appelant les pays membres à poursuivre leurs efforts... [Lire la suite](#)

Conseil de l'Europe :

Palestine



Le 4 octobre, les parlementaires de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ont octroyé au Conseil national palestinien le statut de "Partenaire pour la démocratie". Ce statut permet aux délégués palestiniens de prendre la parole et de participer aux travaux de l'Assemblée, mais pas d'y voter. Cette évolution vise à renforcer l'Etat de droit en Palestine, notamment en favorisant les élections multipartites et la suppression de la peine de mort et en veillant à l'égalité entre les hommes et les femmes. Ce nouveau statut ne vaut pour autant pas reconnaissance officielle d'un Etat palestinien, alors que les négociations à ce sujet sont toujours en cours à l'Assemblée générale des Nations unies, à New York... [Lire la suite](#)

Données personnelles



L'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a adopté une résolution sur la protection de la vie privée et des données à caractère personnel sur l'internet, basée sur un rapport d'Andreja Rihter (Slovénie, SOC). Ce rapport constitue l'ensemble de normes les plus avancées dans ce domaine dans le monde ; il faut la mettre à jour et la faire mieux connaître à l'échelon mondial pour prévenir, notamment, l'identification des individus, l'établissement de leur profil ou leur surveillance en ligne sans leur consentement... [Lire la suite](#)

OCDE :

Politique Agricole commune

Le 5 octobre, l'Organisation pour la coopération et le développement



économiques (OCDE) a présenté le rapport intitulé "Évaluation des réformes des politiques agricoles de l'Union européenne". Les experts de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) arrivent à la conclusion que l'Union européenne a, après 25 ans de Politique agricole commune, l'occasion de réformer significativement les subventions agricoles. Le rapport fait le point sur la structure et les principales caractéristiques de la Politique agricole commune ainsi que sur ses évolutions dans les dernières 25 années. Les experts de l'OCDE donnent quatre recommandations majeures : plus d'ouverture du marché européen, plus d'investissement dans l'innovation agricole, création d'un cadre de gestion de risque à niveau européen et l'amélioration de la performance environnementale... [Lire la suite](#)

Eurobaromètre :

Changement climatique



Dans une étude publiée le 7 octobre, Eurobaromètre analyse l'évolution de l'opinion publique par rapport au changement climatique. Il ressort de cette enquête menée en juin dernier que les citoyens européens sont de plus en plus préoccupés par le changement climatique : une majorité le place en tête de ses préoccupations, devant la crise économique et financière actuelle. 80% des sondés estiment qu'il y a là une occasion à saisir pour développer un secteur économique à fort potentiel, aussi bien en termes de croissance que d'emploi. La Commissaire européenne chargée de l'action pour le climat, Connie Hedegaard, a estimé que cette prise de conscience était encourageante et confirmait la légitimité des actions menées par l'Union européenne pour réduire l'impact du changement climatique... [Lire la suite](#)

Eurostat :

Production industrielle



L'indice des prix à la production industrielle a atteint au mois d'août, un niveau inférieur de 0,1% à celui du mois précédent, a déclaré Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne, le 4 octobre. S'agissant de l'Union européenne, l'indice a baissé de 0,2%. Les statisticiens constatent une augmentation de l'indice de 3,9% pour la zone euro et de 6,7 pour l'Union européenne par rapport au niveau des prix d'août 2010... [Lire la suite](#)

Etudes/Rapports :

La politique spatiale de l'Union européenne



La Stiftung Wissenschaft und Politik à Berlin a publié une étude concernant la politique spatiale de l'Union européenne. L'étude examine les programmes spatiaux européens et leur rôle dans la politique commune de défense. Elle donne des recommandations pour le gouvernement allemand et explique comment on peut utiliser la politique spatiale au niveau européen de façon stratégique... [Lire la suite](#)

L'Union européenne et le Printemps arabe



La Fondation pour les relations internationales et le dialogue extérieur, a publié le 5 octobre une étude sur "l'UE et le printemps arabe" dans laquelle l'auteur, tout en rendant hommage aux réactions européennes positives face aux événements, suggère que l'Union européenne repense sa stratégie à l'égard du Moyen-Orient sur le long terme et son influence sur la région... [Lire la suite](#)

Réduction des gaz à effet de serre dans l'Union européenne

Dans une publication du 7 octobre, l'Agence européenne pour l'environnement constate une montée des émissions de gaz à effet de serre de 2,4% pour les pays de l'Union européenne en 2010. Après un fort déclin des émissions en 2009 de 7%, leur augmentation est due



au retour de la croissance économique et des hivers froids. L'Agence estime toutefois que les Etats européens sont sur la bonne voie par rapport aux engagements pris à l'occasion du protocole de Kyoto, grâce aux progrès en matière d'énergies renouvelables et de rendement énergétique... [Lire la suite](#)

Publications :

L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique?



La Documentation française publie un ouvrage de Jean-François Jamet intitulé "L'Europe peut-elle se passer d'un gouvernement économique". L'auteur explique les enjeux d'un "gouvernement économique". Il souligne aussi les obstacles de nature économique, politique ou institutionnelle qu'il faudrait surmonter pour parvenir à l'instaurer. Jean-François Jamet est l'auteur de nombreuses études pour la Fondation Robert Schuman sur la gouvernance économique... [Lire la suite](#)

Que reste-t-il de l'influence française?



Quelle est l'audience réelle de la France dans le concert européen? Par quels indicateurs la mesurer et par quelles stratégies peut-on la renforcer? François-Xavier Priollaud et David Siritzky répondent à ces deux questions dans un ouvrage publié par la Documentation française et intitulé "Que reste-t-il de l'influence française en Europe?". Les deux auteurs analysent méthodiquement les déterminants de l'influence française et esquissent les stratégies qui permettraient de redonner à la France le rôle de premier plan qu'elle a eu en Europe... [Lire la suite](#)

Culture :

"Matisse, Cézanne, Picasso... L'aventure des Stein"



Les Galeries nationales du Grand Palais à Paris présentent jusqu'au 16 janvier une exposition intitulée " Matisse, Cézanne, Picasso... L'aventure des Stein ". L'exposition réunit un ensemble exceptionnel d'œuvres des différentes collections des Stein : Renoir, Cézanne, Picasso, Matisse, Manguin, Bonnard, Vallotton, Laurencin, Gris, Masson, Picabia.... Le parcours articulé en huit sections permet d'apporter un éclairage sur chacun des membres de la famille : Leo, Sarah et Michael et enfin, Gertrude... [Lire la suite](#)

Rétrospective de Gerhard Richter à la Tate Modern à Londres



L'exposition "Gerhard Richter: Panorama" se tient à la Tate Modern de Londres jusqu'au 8 janvier 2012. Cette exposition représente la première grande rétrospective londonienne consacrée aux travaux de Gerhard Richter depuis 20 ans. L'exposition retrace les différentes phases de la carrière du peintre allemand qui est né en 1932 à Dresde. Elle permet de découvrir l'œuvre complète de l'artiste dans toutes ses variations... [Lire la suite](#)

Nobel/littérature



Le prix Nobel 2011 de Littérature a été décerné au poète suédois T. Tranströmer. Sa première anthologie poétique a été publiée en 1954 alors qu'il avait 23 ans. Depuis, il a écrit une douzaine de recueils de poésie et de prose. Son travail a été toujours marqué par un va-et-vient entre la vie quotidienne banale et la complexité des choses. Ses œuvres ont été traduites dans plus de 60 langues... [Lire la suite](#)

Francfort/foire du livre

Du 12 au 16 octobre, la 63^{ème} édition de la plus grande foire du livre



du monde aura lieu à Francfort, avec l'Islande comme pays invité d'honneur. La foire de Francfort se donne pour mission de faire découvrir de nouveaux éditeurs et auteurs. Cette année, plus de 7 500 exposants seront présents, avec plus de 110 pays représentés et plus de 300 000 visiteurs attendus. Le 16 octobre, l'écrivain algérien Boualem Sansal va recevoir le prestigieux Prix de la Paix des libraires allemands dans la Paulskirche à Francfort... [Lire la suite](#)

L'Agenda :



10 octobre
Conseil Environnement



10-11 octobre
Conseil Affaires étrangères



13-14 octobre
Cracovie
Réunion des ministres européens des Sports



17-18 octobre
Bruxelles
Conseil européen

La Lettre est également disponible dans les versions suivantes :



 J'aime la Lettre de la Fondation Robert Schuman

Les rédacteurs de la Lettre :

Magali Balent, Pauline Massis-Desmarest, Inga Groth, Charles de Marcilly, Pierre Thibaudat ;
Katrin Gebhard, Jennifer Ruther, Julian Schorpp, Jan Wilker

Rédacteur en chef : Pauline Massis-Desmarest
Directeur de la publication : Pascale Joannin

Contact / suggestion
info@robert-schuman.eu

La Fondation Robert Schuman, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique Giuliani.

Vous ne souhaitez plus recevoir nos lettres ? [{LINK}](#)